

ENSEMBLE,
CONSTRUISSONS
UN QUARTIER
QUI NOUS
RESSEMBLE !



250 ONTARIO EST, LOCAL 5014 | MONTRÉAL | QC | H2X 1H4
TÉL. 514 288-0404 | TÉLÉC. 514 288-7643 | INFO@FAUBOURGSTLAURENT.CA

WWW.FAUBOURGSTLAURENT.CA

Implantation de services d'injection supervisée

Réflexions de la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent (TCFSL)

La TCFSL s'est saisie de la question relative au projet d'implantation de services d'injection supervisée (SIS). Comme il s'agit d'un projet à caractère médical, mais dont la portée comporte une dimension sociale, incluant l'éventualité d'une implantation sur notre territoire d'action, c'est notre responsabilité de faire état des diverses positions à ce sujet et de faire connaître les réflexions qu'un tel projet nous inspire.

Le projet soulève beaucoup de questions dans le milieu et quelques résistances. Le consensus quant à son implantation et au choix du site n'est pas acquis. Il nous semble important que les instances décisionnelles en prennent acte.

Dans l'ensemble, on reconnaît que la toxicomanie est une maladie et qu'il est de la responsabilité des institutions de santé de la traiter efficacement. On souscrit à l'idée d'offrir, dans certaines conditions, des services d'injection supervisée, si cela permet de limiter l'expansion de certaines maladies ou d'éviter les surdoses sans avoir d'impact sur la criminalité dans le quartier.

Le ministre de la santé, monsieur Yves Bolduc a indiqué qu'il devait prendre en considération l'acceptabilité sociale pour l'implantation d'un service d'injection supervisée.

Définition :

L'acceptabilité sociale est un processus au cours duquel se forment des jugements individuels et collectifs sur le bien-fondé de politiques publiques et des actions qui en résultent.

L'acceptabilité sociale est influencée par le contexte social, les croyances et les attentes de la population, les risques et les incertitudes face au projet, la confiance en les experts et les institutions, ainsi que les savoirs faire et les techniques liés au projet ou à la politique en question.

Au meilleur de notre connaissance, nous avons tenté de refléter les tendances fortes qui se dégagent actuellement dans notre quartier.

- *L'évaluation de la pertinence d'un projet SIS dans un quartier devrait se faire selon des critères d'implantation (lieu, distance ...) qui prennent en compte le contexte social et urbain* (populations résidentes, institutions, écoles, CPE, activités commerciales ...).
- Les SIS devraient *s'inscrire dans une politique globale de lutte contre le trafic des stupéfiants, de réduction de la toxicomanie et des méfaits qui en découlent*. Cette politique devrait comporter des engagements et des objectifs clairs au niveau de la prévention, des soins et des traitements, notamment auprès des populations à risques que constituent les adolescents et les personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale.
- *Une politique de tolérance zéro vis-à-vis de la vente de stupéfiants et le trafic* devrait être appliquée, particulièrement sur l'espace public et notamment autour des SIS fixes (vs la possession simple). Les enquêtes sur les prescriptions des médicaments revendus au marché noir devraient être prioritaires par les ordres professionnels et les services de police. Les SIS devraient travailler étroitement avec les services de police pour mieux lutter contre le trafic.
- **Inclure les incivilités dans la politique de réduction des méfaits.** Soutenir les actions qui permettent des activités concrètes et mesurables relativement aux incivilités. Inclure le suivi et l'évaluation dans le projet pilote du SIS.
- **Le contexte social du projet de référence *Insite* à Vancouver est différent du contexte Montréalais en général et dans le faubourg Saint-Laurent en particulier.** Par exemple, au moment de la création d' *Insite*, le niveau de décès par overdose était épidémique. *Insite* est situé dans un des quartiers les plus difficiles et déstructurés de Vancouver, ce qui n'est pas le cas dans notre quartier. Nous croyons donc *qu'un site mobile devrait être privilégié.*
- Le ministre de la santé se dit prêt à accueillir les services d'injection supervisée dans notre système de santé. Nous croyons que *les SIS fixes devraient être offerts par les institutions de santé partout où le besoin se fait sentir sur tout le territoire montréalais tout en minimisant leurs coûts relatifs.*
- Les SIS implantés sur plusieurs sites fixes ou mobiles simultanément doivent prendre la forme d'un *projet pilote, limité dans le temps avec suivi, recherche scientifique et étude d'impact sur les milieux et adaptés au contexte montréalais.*
- Les facteurs influençant l'acceptabilité sociale doivent être objectivés, mesurés et validés.

Facteurs d'influence de l'acceptabilité sociale¹

Population en général	Acteurs locaux (proches des sites projetés)
Le contexte social	
Les services de santé coûtent cher et la population n'a pas toujours la qualité des services souhaités.	Le CSSS Jeanne-Mance exerce un redressement budgétaire et la population pense que des services ont été coupés.
La prévention et les traitements de la toxicomanie ne sont pas optimaux.	Les incivilités, la vente de drogue, les problèmes de santé mentale sur la rue sont très importants.
Le trafic de drogue est incontrôlé.	Les seringues à la traine ont diminué beaucoup dans les années passées.
Les drogues consommées sont variables mais toutes sont acquises illégalement auprès de trafiquants de drogue ou suite à de mauvaises pratiques de médecins ou de pharmaciens.	Les grandes institutions comme l'UQAM et la BANQ, ainsi que les artères commerciales telles les rues Saint-Denis et Sainte Catherine sont aux prises avec d'énormes problèmes liés à la toxicomanie.
Les SIS coûtent cher (1.5M par année pour <i>Insite</i>)	Le contexte social n'est pas le même dans différents secteurs de l'arrondissement et est différent de Vancouver (vs <i>Insite</i>)
Le choix d'un site nécessite un minimum de consensus social	Cactus (potentiel SIS) est à quelques mètres du centre de jour de l'UQAM, au cœur du campus de l'UQAM, au cœur du quartier des spectacles et à proximité du complexe des Habitations Jeanne-Mance où résident quelques centaines de familles avec jeunes enfants.
	Le Centre Dollar Cormier (potentiel SIS) est à quelques mètres de 2 CPE et d'un centre communautaire (environ 250 mètres)

¹ Recensement selon nos connaissances des facteurs d'influence de l'acceptabilité sociale tant au niveau de la population en général que localement

Population en général	Acteurs locaux (proches des sites projetés)
Les croyances et les attentes de la population	
La toxicomanie est une maladie et c'est la responsabilité des institutions de santé de la traiter efficacement.	Le trafic de drogue va se concentrer et dans certains secteurs s'intensifier autour des SIS.
Les SIS améliorent la santé des UDI.	Un faible pourcentage des usagers sera rejoint et donc l'impact sur l'environnement du point de vue des seringues et des injections en public sera minime.
Les SIS diminuent les seringues à la traine et les UDI ne se piquent plus dans la rue.	Les UDI consomment plusieurs fois par jour et donc ne fréquenteront pas les SIS pour toutes les injections.
Il faut réduire la consommation de drogue.	Les SIS devraient être localisés dans le milieu de la santé (hospitalier et CSSS)
Les SIS ne seront pas proches des écoles, garderies ...	Les services pour toxicomanes sont concentrés dans certains quartiers.
Les personnes qui s'opposent aux SIS souffrent du syndrome <i>Pas dans ma cour</i>	
Les SIS vont fournir les drogues.	
Les risques et les incertitudes liés aux SIS	
Le message que la société envoie aux jeunes n'est pas clair. Il est mauvais pour la santé de se droguer. Posséder de la drogue est illégal mais on peut se piquer dans des endroits gérés par le gouvernement.	Les trafiquants de stupéfiants pourraient voir les SIS comme une opportunité de développement d'affaire.
	Débordements de la présence des trafiquants et de personnes avec des comportements erratiques dans des lieux accueillant des enfants.

Population en général	Acteurs locaux (proches des sites projetés)
	Risque de voir la diminution de la clientèle des commerces.
	Le quartier va être confirmé dans sa réputation de lieu où l'on peut acheter et consommer de la drogue.
La confiance en les experts et les institutions	
Les infirmières et les médecins ont les compétences pour intervenir auprès des toxicomanes.	Les organismes communautaires n'ont pas toujours la confiance de la population en général.
Les savoirs faire et les techniques liés aux SIS	
Il existe des expériences dans d'autres provinces et pays.	Le comité de travail d'organisation des services a validé les modèles possibles.

Table de concertation du faubourg Saint-Laurent
Octobre 2011